

Points clés pour les journées sur la Colline du Parlement 2020

- Le gouvernement fédéral doit faire mieux pour l'éducation postsecondaire et la recherche.
- La recherche est au point mort à cause de la pandémie, qui a aussi fait ressortir la nécessité d'investissements publics plus importants.
- Nous demandons au gouvernement fédéral de prendre les engagements suivants dans le Budget de 2021 :
 1. Des fonds supplémentaires pour aider les provinces et les territoires à améliorer l'accès à l'éducation postsecondaire ainsi que sa qualité et son abordabilité.
 2. Accélérer la recherche fondamentale en augmentant le financement des trois conseils.
 3. Améliorer l'aide aux étudiants pour les Canadiens à revenu faible ou moyen.

Programme provisoire

1. Présentez-vous, soulignez que vous faites partie de l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université qui représente plus de 72 000 membres du personnel académique dans l'ensemble du pays. N'oubliez pas de donner quelques renseignements sur votre association et sur les personnes que vous représentez à l'échelle locale.
2. Remerciez le député de vous rencontrer et rappeler l'objet de la rencontre. (« Nous sommes ici pour parler de ce que le gouvernement fédéral doit faire de plus pour l'éducation postsecondaire, car elle est essentielle au redressement et à la résilience future »).
3. Soulignez une des possibilités fédérales ou toutes (voyez les points clés ci-dessous). Utilisez des exemples et des données probantes tirés de votre propre campus et de votre expérience personnelle.
4. Demandez au député s'il expliquera dans son caucus qu'il est important d'investir dans l'éducation postsecondaire dans le Budget de 2021.
5. Remerciez le député de la rencontre et exprimez le souhait de le revoir.

Possibilité fédérale 1

Augmenter le financement de fonctionnement de base de l'EPS

- La dernière augmentation du financement de base accordée par le gouvernement fédéral pour une éducation postsecondaire abordable et de qualité remonte à 2008 et elle s'élevait à 800 millions de dollars.
- Depuis la récession de 2008, les dépenses des gouvernements provinciaux stagnent plutôt, puisqu'elles ont augmenté de 0,5 % par an, en tenant compte de l'inflation. Parallèlement, les inscriptions au niveau postsecondaire ont augmenté de 20 %.
- Le financement par étudiant a atteint un sommet en 2008-2009, mais il a depuis chuté de 13 %.



ACPPU Journées sur la Colline du Parlement

- Au moins un tiers du personnel académique occupe un poste précaire, sans sécurité de l'emploi ou temps de recherche rémunéré.
- Le gouvernement fédéral doit travailler en collaboration avec les provinces sur un cadre qui permette d'améliorer l'abordabilité, la qualité et l'accessibilité.
- Une augmentation du financement de base permettra aux universités et collèges de se concentrer sur ce qu'ils font le mieux : éduquer, former et apporter de nouvelles connaissances pour relever les défis présents et futurs.

Possibilité fédérale 2 Accélérer la recherche et la science

- Le sous-financement de la recherche fondamentale limite l'innovation, ralentit la croissance de l'emploi et nuit à la capacité du Canada d'attirer et de retenir des chercheurs.
- Des investissements plus importants dans la recherche et la science fondamentale conduiront à de vrais progrès dans le savoir et contribueront à une meilleure qualité de vie pour tous.
- En 2017, le gouvernement fédéral a demandé un examen complet de l'écosystème de la recherche. Le Conseil consultatif pour l'examen du soutien fédéral à la recherche fondamentale (auteur du Rapport Naylor) a produit une analyse détaillée de l'érosion de la capacité de recherche fondamentale du Canada et de sa perte de compétitivité mondiale.
- Malgré de récentes augmentations, le Canada se situe encore quelque 40 % en dessous de ce que recommandait le Conseil consultatif, soit un écart de 300 millions de dollars par an.
- La pandémie ralentissant la recherche dans de nombreux domaines et faisant ressortir des lacunes dans les connaissances, le Canada devrait accélérer les investissements dans la recherche fondamentale.

Possibilité fédérale 3 Accroître l'abordabilité pour les Canadiens à revenu faible ou moyen

- La pandémie et d'autres conditions macroéconomiques ont privé d'emploi de nombreux travailleurs.
- En cette période de chômage élevé, une formation ou un recyclage aideraient plus de Canadiens que jamais.
- Bien que le gouvernement fédéral ait augmenté les prêts et bourses d'études, ces dernières restent inférieures aux frais de scolarité moyens du premier cycle universitaire, qui sont en hausse.
- L'augmentation du Programme d'aide aux étudiants de niveau postsecondaire ne suffit pas à résorber l'arriéré de demandes d'étudiants autochtones à ce programme.
- Chaque fois que les programmes de prêts et bourses d'études ont été augmentés, les frais de scolarité ont également augmenté, d'où une incidence négligeable sur les Canadiens qui essaient d'accéder à l'enseignement supérieur.



Association canadienne des professeures et professeurs d'université

2705, promenade Queensview, Ottawa (Ontario) K2B 8K2 | Tél. 613.820.2270 | Téléc. 613.820.7244 | www.acppu.ca

ACPPU Journées sur la Colline du Parlement

- Un nouveau système qui élimine l'obstacle des coûts directs de l'accès à l'éducation pour les Canadiens est nécessaire.
- Les programmes fédéraux actuels en ce qui concerne l'éducation et la formation postsecondaires recouvrent un ensemble complexe de possibilités limitées. Nous recommandons de simplifier ces programmes et de concentrer les dépenses publiques sur l'élimination des coûts directs pour les étudiants, au lieu de prendre des mesures qui accroissent leur endettement.
- Le gouvernement fédéral pourrait ainsi réorienter l'Allocation canadienne pour la formation, afin que les Canadiens qui cherchent à renforcer leurs compétences et leurs connaissances puissent véritablement accéder à des possibilités, et réaffecter les 900 millions de dollars de fonds fédéraux inutilisés du fait de l'échec du programme de bourses canadiennes pour le bénévolat étudiant à une aide directe aux étudiants, par exemple sous forme d'exemption des frais de scolarité ou de meilleur système de bourses, avec des ententes de baisse des frais de scolarité pour tout.

